

Nicaragua: intellectuels dénoncent une campagne de persécution de la part du président Daniel Ortega

18-10-2008

Ortega accusé de concentrer le pouvoir.

Un collectif de personnalités du monde ont alerté sur la pression que le gouvernement exerce sur les partis politiques de l'opposition et les journalistes critiques. Le dernier cas a été celui de Carlos Fernando Chamorro, directeur de Esta Semana.

Un groupe d'intellectuels d'Amérique latine et du monde, parmi lesquels Carlos Monsivais, Noé Jitrik, Eduardo Galeano, Mario Benedetti, Horace Verbitsky, Ariel Dorfman et Angeles Mastretta, entre autres, ont fait un appel à la communauté internationale en solidarité avec le journaliste Carlos Fernando Chamorro, menacé de prison à partir de ses affrontements avec le gouvernement de Daniel Ortega au Nicaragua.

Carlos Fernando Chamorro, fils de Pedro Joaquín Chamorro Cardenal, directeur du journal La Prensa, assassiné par la dictature de la famille Somoza en 1978, dirige à Managua le programme de télévision Esta Semana, qui se transmet par le canal 8, et préside aussi la Fondation Cinco, dédiée à promouvoir des recherches sur la communication, la culture et la démocratisation, et à promouvoir le journalisme d'investigation.

Dans le cadre de son activité professionnelle, en juin de l'année passé, Chamorro a présenté dans Esta Semana une enquête journalistique sur un cas de corruption dans le gouvernement d'Ortega : une millionnaire extorsion extrajudiciaire qui a impliqué la Secrétariat du parti Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN). La dénonciation a été enterrée au niveau judiciaire mais l'entrepreneur qui a dénoncé l'extorsion a été condamné pour injures et calomnies, et le député Alejandro Bolaños, qui a appuyé la présentation devant les tribunaux, s'est vu retirer son siège législatif. L'appel des intellectuels signale qu'à partir de là, Chamorro a été soumis à une campagne de diffamation à la télévision et à la radio officielle que contrôle Rosario Murillo, la femme d'Ortega, lui attribuant des délits comme "narcotrafiquant, association pour commettre un délit, et mafieux voleur de terres". Une inculpation à son encontre a aussi été ouverte pour "blanchiment d'argent".

La note signée par les intellectuels indique que le cas de Chamorro n'est pas isolé, mais qu'il fait parti des mécanismes de concentration du pouvoir de l'Exécutif. Dans les derniers mois, le gouvernement du Nicaragua a reçu de fortes critiques pour des actions contre des artistes et des écrivains reconnus comme le poète et prêtre Ernesto Cardenal et les frères Carlos et Luis Enrique Mejía Godoy qui dans le passé ont aussi fait partie du Front Sandiniste. Le gouvernement a reçu de plus des dénonciations internationales pour effectuer des pressions sur les chaînes de télévision pour annuler des programmes d'opinion critique et pour promouvoir des procès contre les directeurs de médias - comme s'est arrivé avec le directeur du journal La Prensa-.

Le communiqué en solidarité avec Chamorro porte les signatures du Comité to Protect Journalists (CPJ), New York ; Horacio Verbitsky, journaliste argentin ; Reporters sans Frontières, France (en soi pas un gage de fiabilité vu ses positions au Venezuela, NdT) ; Maria Teresa Ronderos, présidente de la Fondation pour la Liberté de la Presse, Colombie ; Eduardo Ulibarri, Institut pour la Liberté d'Expression, Costa Rica (Iplex) ; José Buendía H., Fondation Presse et Démocratie, Mexique ; Moïse Sanchez, directeur Fondation Pro Acceso Raúl Silesky ; le secrétaire de l'Institut pour la Liberté d'Expression, Costa Rica (Iplex) ; César Ricaurte, Fundamedios, Équateur ; les écrivains Mario Benedetti et Eduardo Galeano, Uruguay ; Tomás Eloy Martínez, Noé Jitrik, Argentine ; Carlos Monsiváis et Angeles Mastretta, Mexique ; Ariel Dorfman, Chili.

Pagina/12, 14 octobre 2008.

<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-113266-2008-10-14.html>

Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>